

"L'agriculture est une science de localité, l'individualisation des parcours de formation est essentielle"

Cette interview croisée prend de la hauteur sur les enjeux multidimensionnels abordés dans ce numéro et qui constituent les défis que doivent relever les dispositifs de formation agricole et rurale. Comment répondre aux aspirations des ruraux, favoriser leur insertion tout en répondant aux défis de durabilité posés à l'agriculture ? Pierre Blaise Ango, coordinateur du programme AFOP au Cameroun et ancien président du Réseau FAR, ainsi qu'Alain Sy Traoré, directeur Agriculture et Développement rural de la CEDEAO ont répondu à nos questions.

Grain de sel: Face aux transformations de l'agriculture en Afrique, comment la FAR se positionne et répond-elle aux besoins des jeunes et des agriculteurs ?

Pierre Blaise Ango: Plutôt que de positionnement, je parlerais d'accompagnement. Il ne faut pas tomber dans le domaine de la prescription, mais plutôt considérer la FAR comme un instrument qui accompagne le développement voulu par les acteurs, à travers deux leviers: l'acquisition de compétences et l'utilisation de ces compétences, pour développer le projet qu'ils définissent eux-mêmes. La formation agricole ne répond pas de la même façon aux jeunes et aux agriculteurs, car ils n'ont pas la même demande en compétences. Pour les jeunes, on leur donne des compétences pour les aider à investir dans ce secteur, pour créer leur projet. Pour les producteurs, il s'agit de renforcer et de poursuivre le développement d'un projet. Le point de départ n'est pas le même.

Alain Sy Traoré: Il faut tenir compte de plusieurs facteurs. Premièrement, au niveau de la formation et du partage des connaissances, on connaît aujourd'hui une révolution très rapide avec le numérique et le digital (p. 19) qui ont un fort potentiel pour simplifier et mas-

sifier l'accès à la connaissance. En matière d'ingénierie de formation, une attention particulière est à porter à l'orientation des contenus: ils doivent répondre à des orientations de politiques publiques et s'accorder aux objectifs de transformation de nos systèmes agricoles et alimentaires. Second constat, le système d'acquisition et de vulgarisation des connaissances qui existait dans les années 1960 à 1990 a été totalement déstructuré par les programmes d'ajustement structurel. Les acteurs du monde paysan comme les organisations de producteurs se sont alors débrouillés pour continuer à avoir accès aux connaissances et à les diffuser. Il faut avoir conscience de cela pour observer la trajectoire de la FAR en Afrique de l'Ouest. Un autre point majeur, c'est la jeunesse abondante: les systèmes actuels de FAR ne peuvent pas absorber tous les jeunes.

GDS: Les dispositifs de formation agricole en Afrique s'intéressent encore peu à l'insertion socioprofessionnelle des formés. Comment expliquez-vous ce phénomène ?

PBA: La plupart des pays séparent formation et insertion, et on est souvent tenté de l'appliquer à l'agriculture et à la pêche, en

créant deux organes distincts. Le problème en Afrique subsaharienne, c'est qu'il y a peu d'entreprises agricoles. Ce sont surtout les exploitations familiales qui dominent, avec des ressources qui appartiennent à la famille. Les finalités ne sont pas seulement économiques. L'insertion est professionnelle, économique, territoriale et sociale. Aucun organisme chargé de l'insertion ne peut apporter une telle diversité de solutions. L'agriculture est une science de localité. L'individualisation des parcours est essentielle. Former un jeune sur un territoire A n'a rien à voir avec former un jeune sur un territoire B. Par exemple, si le territoire est enclavé, l'accès aux marchés ne sera pas le même. Cette variabilité liée à une activité induit des contraintes différentes. La formation doit aider le jeune à raisonner son projet sous tous les angles, pas seulement technique. Son environnement a un ensemble de leviers qu'il doit comprendre.

AST: J'ajouterais qu'une partie de la réponse est à trouver dans la façon dont on a positionné l'agriculture dans nos politiques publiques d'intervention. Qu'est-ce qu'on a rendu désirable comme projet d'avenir auprès des jeunes ? Certainement pas le travail de la terre ni l'ensemble des métiers existant au sein des chaînes de valeur... Aller à l'école est vu comme un tremplin vers des métiers plus confortables, des métiers de bureau, les gens souhaitent gagner plus d'argent et aspirent à une réussite sociale qui aujourd'hui n'est pas associée à l'agriculture. Il y a un gros travail de communication et de "marketing opérationnel" à faire sur la FAR et l'importance des métiers ruraux, sur ce que veut dire investir dans l'agriculture plutôt que dans une moto, ce que cela signifie en termes de développement social, territorial. Lors d'une conférence à laquelle je participais et qui prétendait motiver les jeunes à s'investir en agriculture, une

L'INSERTION EST PROFESSIONNELLE, ÉCONOMIQUE, TERRITORIALE ET SOCIALE. AUCUN ORGANISME CHARGÉ DE L'INSERTION NE PEUT APPORTER UNE TELLE DIVERSITÉ DE SOLUTIONS. L'AGRICULTURE EST UNE SCIENCE DE LOCALITÉ.

jeune femme nous a interpellés à raison: "Sur vos plaquettes on voit une femme dans son champ avec son bébé attaché dans le dos qui travaille durement la terre avec sa daba. Mais je suis allée à l'école, j'ai appris à lire, à écrire, pourquoi voulez-vous que je retourne au village pour gagner trois francs par mois?". Effectivement ça fait tilt: vous, vous êtes en costume, vous avez la climatisation, une voiture, accès à l'hôpital, etc. Il faut retravailler, non pas juste le discours sur l'agriculture, mais pouvoir enthousiasmer les jeunes avec des modèles qui correspondent à leurs aspirations et leurs attentes, il faut des perceptions positives.

GDS: *La FAR tend à mettre en place des dispositifs de formation plus inclusifs et participatifs, plus ancrés territorialement. Est-ce que cela fonctionne mieux, et si oui pourquoi?*

PBA: L'ancrage territorial est un incontournable. La formation ne vise pas des compétences seulement techniques mais aussi sociales. Les dispositifs doivent d'abord être eux-mêmes ancrés sur le territoire pour répondre à une demande. L'établissement doit être en situation de répondre à la demande qui elle-même doit être construite avec les acteurs. C'est le premier niveau d'ancrage: le contenu traité est celui qui a été demandé. L'ancrage renvoie aussi à la notion de gouvernance et de choix des priorités. Il est important dans la cogestion, depuis la définition des objectifs jusqu'à leur évaluation. L'ancrage a des effets sur le recrutement des jeunes, pour choisir qui est éligible. Un exemple, dans un centre de formation agropastorale, ils ont admis un jeune de 17 ans (NDLR Afop s'adresse à des jeunes de 18 à 35 ans, voir p. 31-32) car ils ont jugé qu'il était suffisamment mature. L'ancrage doit permettre d'identifier ce genre d'opportunités. C'est la même chose avec l'insertion des jeunes et l'accès à la terre. Il est important que les produits soient ancrés avec le milieu.

Je voudrais également revenir sur les injustices vis-à-vis des femmes, notamment en matière d'accès au foncier. Les productrices que nous accompagnons dans les centres sont contraintes de faire des choses terribles, elles se débrouillent pour avoir des garçons car c'est la seule manière de garder leur exploitation. On ne peut pas vivre dans un système si précaire. Nous devons trouver ensemble une formule pour que les activités des femmes soient sécurisées et qu'elles puissent travailler sur le long terme en toute quiétude.

AST: Cette tendance à construire des dispositifs plus inclusifs et participatifs est une excellente chose. Il y a aussi plus d'horizontalité,

la promotion de l'apprentissage de paysans à paysans. Cela va à rebours d'approches très verticales. C'est plus percutant, incarné, la conduite par l'exemple et par la similitude fonctionne mieux. Si un producteur ou un éleveur en activité peut incarner une *success story*, cela crée un effet d'identification. On doit conserver de la théorie bien sûr, mais la pratique, le coaching, l'entraide et donc l'apprentissage en sont bonifiés. Cela permet de former des communautés de pratiques: les jeunes et les producteurs savent qu'ils auront à portée de main des gens engagés dans les mêmes activités, des référents à qui demander des conseils, qu'ils auront des réponses pratiques à leurs problèmes directement.

IL FAUT POUVOIR
ENTHOUSIASMER LES
JEUNES AVEC DES MODÈLES
QUI CORRESPONDENT
À LEURS ASPIRATIONS ET
LEURS ATTENTES

GDS: *À travers ce numéro, la formation agricole a démontré qu'elle cherchait à former plus et mieux. Ces deux ambitions sont-elles compatibles? Comment faire pour que les dispositifs actuels aient un plus fort impact sur la durabilité agricole?*

PBA: Il faut dissocier les notions de mise à l'échelle et d'agroécologie, qui pour moi ne sont pas liées. Sur la question de mise à l'échelle tout d'abord, il ne faut pas s'attendre à une massification de formés dans les centres de formation. Il s'agit d'abord d'une formation individualisée, où chaque formé a son propre parcours. En termes de flux directs, il y a donc peu de formés et on ne peut pas répondre à la logique de "cohorte". Je crois que la FAR ne doit pas être vue comme une entité qui adresse des cohortes dès lors qu'elle est individuelle. Ceci étant dit, je pense que la massification existe à travers les flux indirects. Avec ce que j'appellerais "les effets d'atmosphère" d'abord. Lorsque vous êtes avec votre partenaire, que vous l'acceptiez ou non, vous connaissez son travail, vous avez votre point de vue, parce qu'à chaque fois qu'il rentre à la maison, il explique ses problèmes. Donc par effets d'atmosphère, les jeunes formés

enrôlent leurs partenaires dans l'activité d'agriculture, de pêche... Ils apprennent à leur génération et à la génération suivante. Avec les "effets d'entraînement" aussi: je fais bien et les autres voient ce que je fais. Dernier aspect: les cadres communs des jeunes formés (principes, valeurs). En leur donnant ce cadre commun, ils recrutent d'autres jeunes qu'ils mettent à niveau. La massification, c'est l'ensemble de ces flux directs, indirects et de structuration qu'il faut comptabiliser. Si on mesure les flux directs seulement, ça ne suffit pas. On doit aller plus loin pour évaluer les impacts de la FAR, qui pour l'instant se limitent à l'échelle des centres (p. 31).

Sur l'agroécologie, il s'agit d'une autre façon de faire l'agriculture, c'est un investissement dans la durée. Je pratique une agriculture qui se soucie de l'homme et de ses ressources pour qu'après ma mort, d'autres puissent l'utiliser. Au niveau d'AFOP (p. 31), nous avons démarré par une caractérisation des ressources, en équipant les jeunes et les centres de formation d'outils pour caractériser le sol, l'eau, les semences. Nous allons bientôt passer à la caractérisation de l'environnement (pluviométrie, température...) puis nous identifierons les pratiques. Une fois la situation de référence définie, nous verrons comment combiner l'homme et les ressources. Aussi, une boîte à outils méthodologique sera remise aux jeunes pour leur permettre de raisonner leur agriculture. En intégrant l'agroécologie, on ne change donc pas les flux de formation mais la finalité de l'agriculture.

AST: Actuellement la Cedeao vient de réaliser un inventaire régional des centres de FAR qui ont partiellement ou totalement intégré les systèmes d'agriculture durables et des dimensions agroécologiques dans leurs cursus (p. 21), qu'ils soient publics ou privés. Il s'agissait de caractériser à la fois l'offre de formation disponible, mais aussi la demande, pour à terme voir comment accompagner les centres, les aider à développer leurs dispositifs dans une logique d'intensification agroécologique. En Europe, on parle de "transition", mais sur notre continent on vise plutôt une intensification agroécologique, l'augmentation de la productivité doit rester l'objectif et il faut faire en sorte qu'elle s'opère de la façon la plus durable possible. Pour attirer les producteurs vers des modèles agroécologiques, il faut pouvoir mettre en balance ces deux dimensions, productivité (et donc amélioration aussi de leur niveau de vie) et soin de la terre, leur matière première. Un centre ne peut pas à lui tout seul offrir la palette complète d'offres de formation en agroécologie. Il faut intensifier le réseautage entre centres, mais aussi qu'ils soient en mesure de diversifier leur offre de services et de conseil en dehors



Zoetabaha

des formations, qu'il soit possible pour les jeunes sortants d'interagir avec les équipes du centre après leur parcours. Enfin, à une autre échelle, il faut favoriser la concertation au niveau régional sur les cadres législatifs, institutionnels mais aussi financiers dans lesquels cette dynamique agroécologique peut s'intensifier.

GDS: Comment met-on en place des mécanismes pérennes de financements de la FAR ?

PBA: Au regard de notre expérience avec AFOP, il faut s'accorder. L'État dans sa tâche régaliennne est responsable de l'éducation. Si les États africains étaient conscients du bénéfice du capital humain dans ce secteur, alors on sortirait de ces questions de financement. La souveraineté n'a pas de prix. C'est donc d'abord une volonté politique, je voudrais que mon pays soit souverain et autonome dans sa sécurité alimentaire. Autre levier de financement: les collectivités. Elles produisent des recettes au niveau local. Je pense qu'elles devraient financer la formation agricole, car ce sont les premières bénéficiaires de la richesse créée par les jeunes qui sortent des établissements de formation. Cet acteur devient incontournable. Au niveau des contributions des familles, elles sont importantes dans les autres secteurs d'enseignement, parce que les parents savent qu'il y a un retour sur in-

vestissement, avec des emplois plus valorisés. Quand un parent finance des études en agromonie, il pense qu'il y aura un retour sur investissement à la base, dans les centres de formation agricole, ce n'est pas perçu de la même manière, on ne voit pas le retour sur investissement. Enfin, il y a les recettes générées par le centre de formation. Elles sont possibles dans un système d'apprentissage. Par exemple, avec un réseau d'entreprises agricoles, le centre pourrait aller dans une logique de formation/emploi. Les jeunes en emploi à temps partiel payeraient une partie de leur formation, ce serait de l'apprentissage. Je reconnais que ce schéma je le dessine, mais je ne connais pas encore d'initiatives de ce type.

AST: Je suis en accord avec ce qui vient d'être dit. La vulgarisation et la formation agricole sont en quelque sorte des outils de service public, c'est fondamental que des subventions y soient allouées. Cela pourrait notamment couvrir les frais de fonctionnement (en eau, en électricité...) des centres, il pourrait y avoir de la détaxation sur certains équipements, etc. Cela permettrait aux centres de FAR de se libérer de contraintes qui mettent parfois leur survie en jeu. Mais il faut aussi encourager la mise en place d'autres chaînes de services pour générer des ressources internes: transformation des produits sur place, vente directe, machinisme agricole. Il ne faut

pas mettre tous ses œufs dans le même panier. Une étape clé serait de faire des études précises sur ces modèles de financement, car aujourd'hui la FAR est noyée dans l'ensemble des dispositifs de financement du secteur agricole. ■

Propos recueillis par Marie Picard et Alexandra Quet-Viéville

Pierre Blaise Ango



Coordonnateur du programme AFOP Cameroun et ancien président du Réseau FAR

Alain Sy Traoré



Directeur, agriculture et développement rural, Commission de la CEDEAO